

Massacre à la débroussailleuse

De la formation théorique (Licence SVT) à la formation pratique ou des méfaits du partenariat public-privé

Message reproduit avec l'aimable autorisation de Nicole Weinstein (ndlr)

A l'heure où le massacre à la débroussailleuse a recommencé sur notre campus d'Aix, je ne peux que jalouser le sort beaucoup plus enviable réservé à la nature sur d'autres campus universitaires, tel que celui de l'université de Montpellier 2. Ici, une bande d'ignorants (baptisés je suppose « jardiniers ») armée jusqu'aux dents de machines à moteurs (tronçonneuses, débroussailleuses, taille-haies) éradique le moindre carré de verdure, sous prétexte de nettoyage, d'entretien des espaces verts, ou peut-être même de jardinage, qui sait... ?

Là-bas (à Montpellier) une association sensibilise les étudiants et le personnel administratif de l'université à la préservation de la biodiversité sur le campus.

Ils ont même été jusqu'à faire un inventaire de la biodiversité du campus et publier leurs résultats !

<http://assognum.free.fr/>

<http://www.franceinter.fr/personne-guillaume-bagnolini>

Nous, ici, on défriche, on coupe les arbres pour faire de la place aux voitures, on massacre les rosiers et les églantiers à coup de taille-haie (et ils en meurent), on décapite des fleurs en pleine floraison (iris ou violette, pâquerettes ou orchidées).

Là-bas (à Montpellier), on répertorie, on identifie, on photographie, on admire et on protège le petit coin de nature à portée de main.

Puisqu'il est si difficile d'embrasser la protection de la nature au niveau de la planète (trop compliqué, trop d'intérêts qui nous dépassent etc.), on a compris qu'on pouvait au moins s'occuper de protéger le lieu de travail et de vie de milliers de personnes...

Ici, on confie nos arbres, nos violettes, nos iris, nos buissons de romarin ou de forsythia à une boîte privée qui n'a pas plus de légitimité à se dire « jardinière » que le premier venu.

Résultats : une année, les paulownias du patio Antoine Vitez ont été coupés comme des chandelles, à ras du tronc. L'un d'entre eux lutte encore pour essayer de survivre, mais a bien du mal.

Nous avons deux rosiers magnifiques qui fleurissaient toute l'année (même l'hiver)... ce genre de rosier primitif ne se taille pas... on enlève les fruits de temps en temps et c'est tout... Après le traitement de choc au taille-haie, l'un est mort et l'autre est en difficile

convalescence...

Un buisson de romarin (c'est pourtant rustique et solide!) qui nous enchantait et dans lequel nous glissions les mains pour nous les parfumer en passant devant lui, n'est plus qu'un squelette de bois mort.

Jusqu'au tapis d'orchidées déjà évoqué, qui, discrètement au début du printemps, fleurissait les pentes du talus en contrebas de la rue du moulin de Testa, et qui est maintenant réduit à 7 plants... plantules qui vont aujourd'hui trépasser sous la débroussailleuse aveugle mises dans la main d'ignares incompetents...

Je signale, au demeurant, que ces petites orchidées sont une espèce protégée, mais pas pour nos énervés de la tronçonneuse...

<http://adiava.canalblog.com/>



archives/2006/03/31/1620479.html

Et je ne vous rapporte qu'une partie du massacre, puisque le reste se passe loin de mes yeux... Forcément.

Voilà, j'espère que ce mail énervé trouvera échos auprès de certains... même si je suis consciente que bien d'autres problèmes organisationnels agitent tout un chacun en ces temps de fusion...

Mais est-ce une raison pour laisser faire ?

A l'heure où des « architectes-paysagistes-jardiniers » redécouvrent la beauté simple de la prairie et encouragent à créer des jardins qui reproduisent le sauvage et composent avec, est-il nécessaire de continuer à penser que seul le « gazon » ou ce qui s'en rapproche est beau et bon ?

http://www.quaibrantly.fr/uploads/tx_gayafeespacepresse/MQB-CP-Le-jardin-du-musee-du-quai-Branly-FR.pdf

<http://www.gillesclement.com/>

Ne peut-on pas voir qu'une prairie sauvage, avec des pissenlits, du plantain, des pâquerettes, quelques graminées et peut-être des coquelicots

et des bleuets si on leur laisse le temps de pousser, c'est plus joli qu'un bout de terre à moitié pelé et érodé par les vents ?

Ne pourrait-on pas organiser un fauchage bisannuel (en fin de printemps et peut-être au début de l'automne), avec des personnes bénévoles, fauchage respectueux des plantes qui ne doivent pas être coupées ?

Je lance une proposition...

Pour la fin, à ceux qui sont sensibilisés par le sujet, je signale un des ouvrages de Francis Hallé : Du bon usage des arbres - Un plaidoyer à l'attention des élus et des énarques. Actes sud, 2011.

<http://www.decitre.fr/livres/du-bon-usage-des-arbres-9782330000059.html>

Bonne journée à tous quand même...

Malheureusement le problème sur le campus Aix n'est pas un cas isolé. En effet il s'avère qu'il en est de même avec la société privée qui est intervenue dans le cadre du plan campus sur Luminy. L'équipe des espaces verts du site a dénoncé très tôt les mauvais choix techniques et leur mise en oeuvre ainsi que le manque de concertation en amont mais rien n'y a fait... la facture est salée aussi bien en terme de destruction des éléments qui composent le paysage mais aussi d'un point de vu financier.

Les personnels du site soucieux de leur cadre de travail ont mis en

ligne une pétition qui en l'espace de quelques jours a recueilli près de 400 signatures.

Texte de la pétition:

Arrêtons le massacre des arbres de Luminy. Le Plan Campus est une belle opportunité pour améliorer Luminy. Ne commettons pas les erreurs du passé, quand on pensait améliorer un site en remplaçant des arbres grands et beaux par des jeunes pousses. On regretterait ce choix. Les beaux campus sont ceux avec des grands beaux arbres anciens. On a déjà coupé beaucoup de grands pins. Les arbres sont la vie. Arrêtons le massacre !

Nous vous invitons à la signer à l'adresse suivante :

https://secure.avaaz.org/fr/petition/M_Yvon_Berland_President_de_lUniversite_de_AixMarseille_Arretez_le_massacre_des_grandes_arbres_de_Luminy/

Il semblerait que l'Université ait été obligée de passer par une entreprise privée (Plan Campus), mais quel contrôle, quel suivi ? Quelle concertation ? Quid de la chargée de mission du Développement durable ?

Résultats des élections municipales Faire entendre la voix du monde du travail

Les résultats des élections municipales confirment l'analyse portée par la CGT à l'issue du premier tour de scrutin au regard des préoccupations des salariés, des privés d'emploi et des retraités.

Quatre caractéristiques définissent la situation : le désengagement citoyen, une sanction d'ampleur de la politique menée par le gouvernement, la montée du vote d'extrême droite et une droitisation des discours politiques.

L'objectif de baisse des impôts remplace celui du progrès social : aucun engagement en faveur de l'amélioration des conditions de vie, de santé, de travail, de logement et du développement de l'industrie et des services publics.

Les réponses apportées par le président de la République sont en total décalage avec les enjeux qui sont devant nous.

Avec son pacte de solidarité, le président de la République annonce vouloir augmenter le pouvoir d'achat en baissant les cotisations sociales des salariés. Il privera ainsi notre système solidaire de protection sociale des financements qui lui sont pourtant nécessaires. Il confirme l'orientation du pacte de responsabilité de transférer le financement de la politique familiale vers la fiscalité. C'est la sécurité sociale, notre bien commun, qui est attaquée.

Pour la CGT, l'urgence est de répondre aux attentes des salariés en augmentant les salaires et en décidant d'un plan de relance de l'emploi industriel, comme nous le revendiquons avec la CES et l'ensemble des organisations syndicales européennes. Les plus de 200 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises doivent être formellement contrôlés, ce qui nécessite des nouveaux droits d'intervention pour les salariés.

La CGT appelle les salariés à se rencontrer, débattre, se syndiquer, agir et manifester pour le progrès social le 1er mai.

Déclaration Ferc Sup CGT au CA de l'université du mois de Mars Sur le bilan du Président

Pour notre organisation syndicale, il ne peut s'agir que du seul bilan du Président mais plutôt du bilan de la gouvernance universitaire. De ce bilan, il faut en traduire une politique libérale avec sa mise en œuvre, issue des applications de la LRU. C'est la construction d'une université totalement étrangère à la notion de service public et d'intérêt général, seuls les intérêts d'une minorité ont été préservés.

2013, à vue une nouvelle organisation des services se construit sur le modèle d'un centralisme grandissant. Celle-ci ne répondant pas aux besoins des services. Face à ce projet, nous avons voté contre les propositions de mobilités proposées à la dernière CPE.

Pour beaucoup, les personnels souhaitaient rester dans leur service et conserver un travail auquel ils

étaient attachés et rendaient le plus grand des services.

La mobilité géographique s'est imposée d'une manière induite et de fait pour les agents. Devant tant de mal être et de défiance les personnels du secteur ALLSHS ont demandé un report de la nouvelle organisation.

Si le fonctionnement des composantes a été optimal il n'est pas dû uniquement aux doyens et directeurs, nous rendons hommage à nos collègues BIATSS, enseignants, contractuels, pour leur disponibilité leur implication, et leur sens du service public. Cette fusion n'a pas été demandée par les personnels, ils l'ont subi. C'est grâce à leur dévouement, leur conscience professionnelle et leur attachement au service public que ces changements ont pu s'opérer et que le fonctionnement a pu être

optimal.

Concernant les ressources humaines : nous rappelons qu'en 2012, 36 postes de BIATSS ont été gelés (exclusivement sur le périmètre de l'université de Provence) idem pour les enseignants 25 postes gelés, ceci dans le cadre d'économie.

Puis en 2013, 30 postes BIATSS gelés et environs 20 poste EC toujours pour des économies budgétaires.

Les augmentations des primes s'appuient donc sur ces économies, ce qui engendre un nouveau sacrifice des agents qui ont de fait subi un surcroît de travail.

L'action patrimoniale a vu son apogée de la marchandisation avec la vente en janvier 2013 d'un des biens de l'université « le pavillon de Lenfant » situé à Aix. Sans que des démarches de partenariat public ne

soient entreprises pour maintenir le bien en activité.

Le service d'action sociale et culturel qui pourrait être un vecteur d'accompagnement, d'aide aux personnes en situation difficile doit mener au mieux ses missions. Du fait d'un manque de moyens en personnels, ce service ne répond pas totalement aux besoins des agents, un effort financier plus grand doit être aussi réalisé.

Pour notre organisation syndicale le bilan présenté par vos actions Monsieur le Président et votre équipe, est contraire aux actions que nous voudrions voir développer dans un Établissement d'Enseignement Supérieur et Recherche de service public. Ce sont quelques raisons qui nous amènent à voter contre votre bilan de présentation.

Budget de l'IUT : On est loin du compte

La direction de l'IUT a présenté son budget au Conseil d'Institut le 20 janvier 2014. Ce budget a été rejeté par le conseil par 3 voix pour et 21 voix contre.

Mais qu'à cela ne tienne, il avait en quelque sorte été approuvé par le CA de l'Université puisqu'il était intégré dans celui d'AMU.

Rien que par ces deux épisodes on peut constater ce qu'il reste de l'autonomie de l'IUT, du Contrat d'Objectifs et de Moyens, des colloques ou assises de l'ADIUT et de l'inutilité de tous ces débats sur les «décrets», les arrêtés, qui devaient nous préserver de passer sous les fourches caudines de l'Université.

Hélas, trois fois hélas, nous avons raison : Il ne peut y avoir d'autonomie de l'IUT dans des Universités régies par la LRU. La tactique de l'ADIUT, qui ne voulait pas remettre en cause la LRU pour ménager l'UNPIUT (satellite du MEDEF), a conduit à l'absorption des IUT par l'Université et à terme, si nous ne faisons rien, à leurs disparitions. Notre tort a été de faire confiance à nos Directeurs, de leur confier les clés du camion.

Dans le même ordre d'idées, certains parmi nous pensaient qu'il suffisait de chasser Sarkozy pour que l'état des Universités et des IUT s'améliore. Le constat est accablant : la politique universitaire actuelle est la même que celle de Sarkozy, elle est même pire, parce que le temps passe et que la crise économique dure. Les universités ont toutes des difficultés financières, et elles sont très nombreuses à être au bord de la cessation de paiement.

AMU a voté une réduction des heures complémentaires de 300 000€, dans un budget 2014 en déficit de 23 millions d'euros.

C'est dans ce contexte que la Direction de l'IUT a été mendier son budget auprès du Président

Berland et ce qui devait arriver est arrivé : AMU a accepté de verser une subvention compensatoire permettant de compléter les fonds propres de l'IUT (Taxe d'Apprentissage, Alternance, Frais d'inscription...)

C'est ce budget, bien entendu insuffisant, que le Conseil d'Institut a rejeté.

A la suite de cette «concertation», la Direction de l'IUT, par sa Responsable du budget, son Responsable de l'Offre de formation et sa «Commission Budget» a calculé une répartition de ce budget insuffisant, entre les services centraux et les 24 départements.

A ce jeu, certains ont été bien entendu mieux lotis que d'autres ou plutôt, moins bien mal lotis que d'autres. Dans tous les départements la dotation est insuffisante et dans certains elle est catastrophique.

Alors bien sûr, on ne peut pas reprocher à la Direction de l'IUT l'insuffisance du budget, pas plus qu'on ne peut reprocher à l'Université l'insuffisance de sa dotation. L'un comme l'autre ne peuvent pas distribuer de l'argent qu'ils n'ont pas. On peut par contre leur reprocher à l'un comme à l'autre, de

vouloir nous faire accepter cette austérité, en silence, en nous persuadant qu'il n'y a pas d'autres solutions comme ce fut le cas avec la fermeture de la reprographie de l'IUT sur le site d'Aix.

Il y a d'autres solutions : Nous demandons

l'intervention de l'état. Les DUT sont des diplômes nationaux, ils sont régis par des Programmes Nationaux, nous avons le devoir de les proposer intégralement aux étudiants.

Non, Madame la Directrice, nous ne ferons pas discrètement, sans le dire aux étudiants, que 70% ou 80% du PPN.

Non Madame la Directrice nous ne choisirons pas les intervenants extérieurs en fonction de leur coût, nous continuerons à les choisir en fonction de ce qu'ils peuvent apporter aux étudiants.

Non Madame la Directrice, nous ne

réduirons pas les heures complémentaires en acceptant qu'elles soient payées à un taux dérisoire ou en incluant les cours et les TD dans les services et les TP dans les HC. Nous sommes contre les heures complémentaires, mais la diminution du

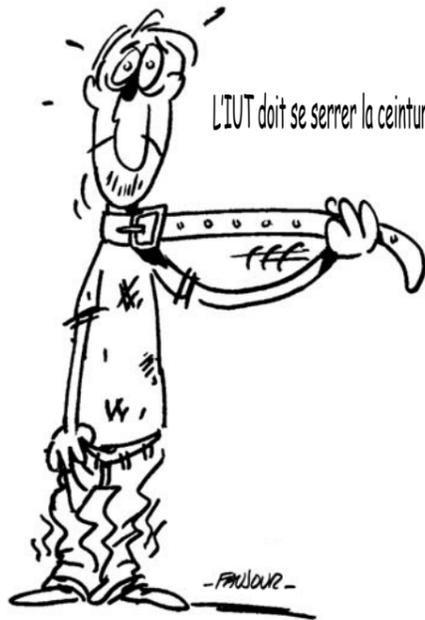
nombre d'heures complémentaires ne peut pas se faire en réduisant le nombre d'heures de nos formations ou en les payant moins. Pour diminuer le nombre d'heures complémentaires, il suffit de créer des postes. Rappelons que les 45 Licences Professionnelles ont été mises en place sans création de postes.

Tous les services, tous les départements, tous les sites sont touchés.

De la même manière que les personnels de l'UFR ALLSH refusent le diktat de sa direction et de la direction d'AMU, nous appelons à une mobilisation générale pour refuser ce budget, ces mesures qu'on nous impose. Nous demandons, à l'Université, au Ministère une rallonge budgétaire qui permette aux départements de réaliser la totalité du PPN. Nous refusons une dotation globale aux départements en euros. Nous voulons un budget détaillé pour les départements : une dotation en heure, par formation, et une dotation de fonctionnement et d'investissement.

Nous voulons que la Direction cesse de se moquer de nous, en nous présentant des tableaux budgétaires manifestement faux tels que ceux joints au compte rendu du CoGes. On ne peut en effet qu'être sceptique sur le travail de la Direction et de la Commission budget au regard de ces chiffres présentés : Pour 2013, certains départements ont une somme des heures complémentaires avec les charges, moins élevée que la somme sans les charges.

ADIUT : Assemblée des Directeurs d'IUT
PPN : Programme Pédagogique National
UNPIUT : Union Nationale des Présidents d'IUT



Les brèves

Stationnement au Pharo
112000€ en 2013
153 000€ prévu pour 2014

C'est le coût du stationnement que paie l'université pour le site du Pharo. Nous ne doutons pas que l'addition sera encore plus élevée avec l'arrivée massive de personnels dans le cadre de la nouvelle organisation administrative et technique.

PÉTITION NATIONALE
Le changement à l'Université
et dans la Recherche, c'est
maintenant ?

<https://www.change.org/fr/p/%C3%A9titutions/tribune-le-changement-%C3%A0-l-universit%C3%A9-et-dans-la-recherche-c-est-maintenant>

Le grand marché transatlantique et enseignement supérieur en France

L'union des étudiants européens (ESU) nous apprend que l'enseignement supérieur public et privé pourrait faire partie du grand marché transatlantique ouvrant ainsi la possibilité pour les institutions d'enseignement supérieur américaines d'installer des filiales sur le sol européen et d'obtenir une reconnaissance de leur diplômes.

Un pas de plus vers l'enseignement à but lucratif avec pour conséquences l'augmentation des frais de scolarité, la baisse de qualité des enseignements et une surcharge de travail pour les personnels.

CHOQUANT !!!

Des personnels de l'université ont des difficultés pour se nourrir. La création de ticket service devrait être mise en place pour venir en aide très rapidement aux besoins alimentaires de certains personnels en grande difficulté.

A titre expérimental le SCASC va acheter entre 3000 et 5000 euros de ticket service (sous forme de chèques de 10 à 20 €). Ils seront gérés et distribués par les assistantes sociales.

Nous saluons cette initiative, mais nous sommes choqués que des agents de notre établissement soient confrontés à de telles situations.

Ce n'est pas la gel du point d'indice depuis 4 ans et la politique à venir du gouvernement qui permettra d'améliorer le pouvoir d'achat des agents de la fonction publique.

la cgt **Une force à vos côtés**

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

4 décembre 2014

la cgt FERC SUP

Ferc Sup CGT Université d'Aix-Marseille
Faculté de Saint Charles
3 place Victor Hugo
13331 Marseille cedex 3
Tel : 04.13.55.11.66